

Mise en œuvre du plan de relance de l'économie dans les PO

Le contexte

Dans un contexte de crise mondiale affectant l'ensemble des économies, le Gouvernement a mis en place dès octobre 2008 un ensemble de mesures pour soutenir le système bancaire : 360 milliards d'euros ont été mobilisés à ce titre. En décembre, le Président de la République a annoncé le lancement d'un plan de relance de 26 milliards d'euros :

- ✓ 11,4 milliards de mesures fiscales en faveur des entreprises pour améliorer leur trésorerie et leur donner les moyens d'investir
- ✓ 4 milliards d'investissements publics à réaliser par les grandes entreprises publiques pour moderniser les infrastructures ferroviaires, énergétiques et les services postaux
- ✓ 11,1 milliards de crédits budgétaires investis par l'État pour financer le programme d'investissement public, l'avance d'un an du versement du FCTVA, l'effort en faveur du logement et de la solidarité, le soutien à l'activité économique et à l'emploi.

Le gouvernement souhaite que ce plan, qui concerne l'ensemble du territoire, soit d'exécution rapide, de sorte que 75% des 26 milliards d'euros soient dépensés et injectés dans l'économie en 2009.

En février 2009, l'Etat est venu en aide à l'industrie automobile. Montant du plan de soutien : 6,5 milliards d'euros.

Les mesures concernant la crise financière et mesures fiscales en faveur des entreprises

La commission départementale de financement de l'économie (CDFE)

En octobre 2008, est créée la CDFE. Cette commission se réunit régulièrement sous la présidence du préfet, assisté du Trésorier Payeur Général et du directeur de la Banque de France.

Elle comprend les représentants des réseaux bancaires, OSEO, les assureurs crédits, les acteurs économiques locaux (organisations professionnelles, organismes consulaires) ainsi que les administrations de l'Etat en charge du développement et du soutien de l'économie et des entreprises.

Son objet est triple :

- ✓ informer les acteurs économiques des mesures prises au niveau national et de leurs objectifs
- ✓ effectuer un diagnostic de la situation départementale et en particulier du rétablissement d'un fonctionnement normal du marché du crédit aux entreprises
- ✓ décliner au plan local et suivre de manière précise et régulière les engagements pris par les banques au niveau national

Les mesures à caractère fiscal destinées à améliorer la trésorerie des entreprises

- ✓ restitution accélérée du crédit d'impôt recherche (CIR) : 21 créances au 30/04/2009 pour 912.892€
- ✓ restitution accélérée de la créance de report en arrière de déficits (RAD) : 58 créances au 30/04/2009 pour 1.072.475€
- ✓ remboursement de crédit de TVA : 3.466 demandes ordonnancées pour un montant de 59.794.721€ au 30/04/2009 (soit + 10 % de demandes et + 7 % en montant par rapport au 30/04/2008)
- ✓ délais de paiement accordés aux entreprises depuis décembre 2008 :
 - 479 délais de taxe professionnelle pour 2.479.910€
 - 134 délais de TVA à fin avril pour 1.068.981€
 - 17 plans accordés pour près de 1.201.489 € (292 emplois concernés) dans le cadre de la commission des chefs de services financiers (CCSF)

Un effort exceptionnel d'investissement public pour dynamiser l'économie et favoriser l'emploi qui se traduit par :

- ✓ l'accélération de la réalisation des contrats de projets État-Régions (CPER) et des plans de développement et de modernisation des itinéraires routiers (PDMI)
- ✓ la sélection d'opérations dans les domaines des infrastructures de transport, de l'enseignement supérieur et de la recherche, du patrimoine immobilier de l'État (Justice, Défense, Culture) ou encore de la santé

Crédits mobilisés : en Languedoc-Roussillon, ce sont 100 projets qui ont été retenus, pour un montant d'investissement de 100 millions d'euros. Dans le département des Pyrénées-Orientales, le plan exceptionnel d'investissement concerne les opérations suivantes :

Infrastructures routières	RN 116 Perpignan - Le Soler	1.320.000
Aménagement du territoire	Passerelle piétons - cycles de la gare de Perpignan	168.000
	Paielements sur des opérations antérieures dus au 31.12.2008	471.247
Enseignement supérieur et recherche	Université de Perpignan : Mise en sécurité et Schéma directeur	314.000
Restauration des monuments historiques	Paielements sur Remparts de Villefranche de Conflent Remparts de Mont Louis	174.000
État exemplaire : rénovation du patrimoine : accessibilité, efficacité énergétique	Préfecture des PO : huisseries du bâtiment Bardou Job	216.249
	<i>Pour mémoire : Audits énergétiques bâtiments Etat</i>	<i>1.200.000 (au niveau régional)</i>
S/TOTAL DOSSIERS DE NIVEAU REGIONAL		2.663.496
Amélioration du patrimoine de la justice (dossiers suivis au niveau national)	Diverses opérations sur Perpignan	nc
	Quartier courtes peines de Perpignan	1.750.000

- ✓ une incitation des collectivités locales à investir : paiement anticipé du FCTVA si les investissements 2009 sont supérieurs à 2008

73 conventions ont été signées selon la répartition suivante :

- communes (dont la ville de Perpignan) : 59
- conseil général : 1
- syndicats : 10
- caisse des écoles : 1
- autres (dont le SDIS) : 2

Le montant prévisionnel des dépenses s'élève à 335.503.941,42 € (dont 106.647.799 € pour le conseil général et 83.589.650 € pour la Ville de Perpignan)

Un effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité

- ✓ programme exceptionnel de construction de 100 000 logements sociaux supplémentaires sur 2 ans
- ✓ accélération du PNRU
- ✓ amélioration de la performance énergétique, lutte contre l'habitat indigne ou dégradé
- ✓ amélioration de la qualité globale du parc d'hébergement, renforcement du dispositif de veille sociale et d'hébergement
- ✓ extension du Pass Foncier pour favoriser l'accession sociale à la propriété
- ✓ doublement du prêt à taux zéro pour l'achat de logements neufs

Un soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi

- ✓ pour les petites entreprises de moins de 10 salariés : compensation des charges sociales en 2009 pour les nouvelles embauches
- ✓ politique active de l'emploi (contrats aidés, chômage partiel...)

Au 20 avril 2009, ont été prescrits :

- dans le secteur non marchand : 538 contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et 215 contrats d'avenir (CA), soit un taux de réalisation de 39,3 %
- dans le secteur marchand : 114 contrats d'initiative emploi (CIE), soit 30,4 % de la programmation 2009

De janvier à avril 2009, 590 salariés ont été concernés par cette mesure pour un total de 71.712 heures

- ✓ prime de solidarité active pré-RSA

Le plan de relance doit être d'exécution rapide

- ✓ en application de la loi de finances rectificative, les crédits doivent être engagés rapidement
- ✓ pour investir plus vite, il faut alléger les procédures administratives

Ont déjà été actés :

- une réforme du seuil des marchés publics
- dans le domaine de l'urbanisme : prorogation d'un an des permis de construire, mesures en faveur d'une plus grande densité urbaine, limitation dans le temps du droit de priorité des communes en vue de favoriser la vente de terrains publics
- accélération des délais de paiement de l'État pour consolider la trésorerie des entreprises